



**Compte rendu de la retraite n°1 de
la Coalition Nationale du projet Xpaths**

à Toubab Dialaw

Le 22 et 23 septembre 2022



ASERGMV



Table des matières

1. Introduction	4
2. Méthodologie	6
3. Déroulement des activités	7
3.1 Séance introductive	8
3.2 Principaux chantiers et points de discussion	8
3.2.1 Chantier 1 : Agriculture durable	8
3.2.2 Chantier 2 : Élevage durable	12
3.2.3 Chantier 3 : Pêche durable	15
3.2.4 Chantier 4 : Enjeux de la gouvernance pour le développement durable	18
3.3 Les intérêts et les défis de l'ODD 17 : partenariats diversifiés pour la réalisation des ODD	20
3.4 Les forces et faiblesses de la première rencontre de la Coalition Nationale	21
4. Prochaines étapes	22
5. Annexes	22
Liste de présence	22

1. Introduction

A l'échelle internationale, les 17 ODD servent de cadre de référence pour guider les grandes orientations de développement pour l'ensemble des pays qui y ont souscrit. L'objectif global est d'impulser une dynamique de développement planétaire qui est basée sur une exploitation durable et équitable des ressources dans le respect de l'environnement et de l'Homme. Toujours est-il que les voies et moyens à l'atteinte de ces ODD restent ambigus face à la spécificité des contextes nationaux et même locaux. C'est dans ce sens que s'inscrit le projet de recherche « Science in action : Intersecting pathways to the SDGs across scales in the drylands » ou « Xpaths ». Il s'agit surtout d'un projet « recherche – action ». Financé par FORMAS, l'Agence de recherche suédoise pour le développement durable, Xpaths cherche à opérationnaliser les concepts autour des ODD d'une manière à leur donner un sens à l'échelle d'un territoire, d'une localité tout en s'alignant aux grandes orientations nationales. XPaths opère dans les zones arides de trois pays : le Brésil, l'Espagne et le Sénégal. Même si ces pays sont fortement contrastés par rapport à leur niveau socio-économique, ils partagent un défi majeur : atteindre les ODD malgré la raréfaction et les pressions multiples et accrues sur les ressources naturelles y compris celles en eau. L'approche participative de Xpaths consiste à conduire des ateliers d'échange à plusieurs échelles (locale, départementale et nationale) en parallèle et en synergie avec différents acteurs (gouvernement, institutions, collectivités territoriales et populations locales). Au Sénégal, l'innovation a été d'associer des partenaires clés du terrain, le CERFLA et les Eaux et Forêts, afin d'enrichir le processus de recherche en valorisant leur connaissance et maîtrise du terrain. Le projet s'articule en 3 grandes phases menées aux échelles nationales et locales dans les départements de Louga/Kébémér (zone des Niayes), le département de Ranérou/Ferlo (la Réserve de Biosphère du Ferlo) et le département de Bakel. Ces différentes phases consistent à :

- Phase 0 : Échange et co-construction des activités de terrain avec l'équipe du CERFLA et les Eaux et Forêts.
- Phase 1 “Pré-dialogues” : i) Ancrer les activités de Xpaths de la manière la plus harmonieuse possible dans le tissu de développement existant au niveaux des sites d'études ii) Identifier les acteurs locaux iii) Identifier les caractéristiques et les attentes de chaque zone avec les acteurs locaux par système de production (pêcheurs, agriculteurs, éleveurs) mais également avec les femmes et les jeunes.
- Phase 2 “Dialogues” : Dialogues réalisés aux échelles locales, départementales et nationales selon la démarche « 3 Horizons ou 3H » (Sharpe et al., 2016¹)

¹ Sharpe, B., A. Hodgson, G. Leicester, A. Lyon, and I. Fazey. 2016. *Three horizons: a pathways practice for transformation*. *Ecology and Society* 21(2):47. <http://dx.doi.org/10.5751/ES-08388-210247>

- Étape 1 & 2 : Identifier i) aspirations pour un futur désirable, ii) des projets, initiatives existant.e.s, porteurs d'espoir de ces aspirations (les « *Bonnes Graines*² ») qui mériteraient d'être démultipliés, et iii) les principales contraintes à l'atteinte des aspirations.
- Étape 3 : Identifier les chemins pour l'atteinte des ODDs

Afin que les résultats de ce processus de recherche participative multi-acteurs et multi-échelles puissent être appliqués, des cadres de concertation/ pilotage, appelés les « Coalitions » sont mis en place à l'échelle nationale (la Coalition Nationale) et au niveau de chacun des trois sites Xpaths (les Coalition Locales) avec des rencontres périodiques. Ce compte rendu, non exhaustif, rapporte les informations essentielles émises lors de La première retraite de la Coalition Nationale (CN) qui s'est tenue le 22 et 23 septembre 2022 à Toubab Dialaw. La rencontre a consisté à réunir pour la première fois des personnes ressources, ayant des éclairages pointus sur l'implémentation des ODD dans les zones arides du Sénégal et de les intégrer dans le processus participatif du projet. La rencontre a eu lieu à la suite des étapes 1 & 2 de la phase 2 du projet. Les objectifs de cette première retraite de la Coalition Nationale étaient de i) Faire connaître Xpaths et l'état d'avancement du projet ii) partager et discuter « Brainstorming structurés » autour des données générées jusqu'à présent issues des 42 ateliers réalisés aux différentes échelles, rassemblant 339 participant.e.s iii) Renforcer les synergies entre partenaires ayant des objectifs communs. Cette première rencontre de la Coalition Nationale a permis l'appropriation, par les participant.e.s, de l'approche et des résultats afin que les chemins et les actions identifiées lors du projet soient en adéquations avec les grandes orientations politiques de développement et de rendre le niveau national adapté aux besoins localement.

² [Seeds of Good Anthropocenes – identifying socially-ecological bright spots that could grow & connect to produce a better anthropocene](#)

La Coalition Nationale

« Un groupe de personnes engagées, à compétences diversifiées, capables et légitimes qui suit et pourrait faire avancer le processus jusqu'à le traduire en action et ceci, dans la durée »

La Coalition Nationale regroupe des personnes avec des profils diversifiés et légitimes à participer activement au pilotage du processus Xpaths, c'est à dire de l'identification des « chemins » à la mise en œuvre des actions qui seront issues des vas et viens entre les différentes échelles. En effet, dans l'esprit de l'ODD 17 « partenariat pour la réalisation des ODD », la Coalition Nationale idéalement composée de 17 personnes dont les partenaires stratégiques depuis le début du projet Xpaths : l'ONG CERFLA³, la DEFCCS⁴, et l'Agence ASERGMV⁵, mais aussi d'autres personnes ressources issues du milieu universitaire, des ONG, de l'administration publique et des organisations internationales. En effet, ces acteurs sont investis d'une mission ou d'un mandat avec des prérogatives de porter un plaidoyer fort auprès du gouvernement national.

Les objectifs de la création de la Coalition Nationale :

- Créer un groupe et un climat de travail propices multi-acteurs dont les acteurs ont en commun d'être engagés d'une manière ou d'une autre dans l'atteinte des ODD au niveau national ;
- Approfondir et peaufiner les réflexions sur les données issues des dialogues multi-échelles ;
- Identifier et valider les « chemins inclusifs », y compris les barrières et les leviers de ces derniers, pour des futurs désirables issus des dialogues multi-échelles ;
- Valider et articuler les chemins et les actions du plan d'action aux grandes orientations politiques pour le développement ;
- Porter un plaidoyer pour la mise en œuvre et le suivi des chemins identifiés.

2. Méthodologie

L'approche méthodologique qui a guidé les travaux durant cette retraite de la Coalition Nationale s'inscrit dans la perspective de démarche participative du projet. Lors des ateliers réalisés sur le terrain à différentes échelles, sites et groupes d'acteurs, une quantité importante de données ont été générées. Les premières analyses ont fait ressortir des paradoxes (par exemple, les aspirations liées à l'agriculture intensive malgré le discours national pour une transition agro-écologique), des similitudes des réseaux « aspiration-contraintes » entre systèmes de production (par exemple, la transformation des ressources naturelles, gouvernance, l'organisation des producteurs...), des stratégies

antagonistes (par exemple, la logique « top-down » malgré un discours d'inclusion des différents groupes) et surtout un grand nombre de contraintes récurrentes pour la durabilité des systèmes de production des zones arides du Sénégal (i.e. accès à l'eau, au foncier, et au crédits, formation mal adaptée au marché du travail, etc.). Cette retraite est une opportunité pour l'équipe de Xpaths de présenter les données issues du processus itératif de collecte aux échelles municipales (ateliers multi-acteurs), départementales (coalitions locales), et nationale (dialogue national). L'approche de restitution des données a consisté à systématiser ces dernières sous format de « chantier » entendu au sens de rubriques ou de points de discussion. Quatre (4) chantiers principaux ont été distingué :

- Chantier 1 : Agriculture durable
- Chantier 2 : Élevage durable
- Chantier 3 : Pêche durable
- Chantier 4 : Enjeux de la gouvernance pour le développement durable.

Pour chaque chantier les données qui s'y rapportent ont été présentées afin de susciter et ouvrir les discussions entre les participants qui sont, en plus d'être des spécialistes des domaines abordés, sont des praticiens du développement dans leur secteur d'interventions respectifs. Le format adopté durant cette première retraite de la Coalition Nationale fût « semi-formel », c'est-à-dire, avec des activités structurées, mais aussi, avec du temps nécessaire aux échanges plus informels (du "brainstorming structuré"). En effet, la présentation de chaque chantier était composée de :

- La présentation des données qui consistait à présenter un aperçu des données collectées jusqu'à présent. Pour l'ensemble des chantiers, les données ont été rapportées et présentées de manière brute. C'est à dire qu'il s'agissait d'une traduction en français des termes exactes qui ont été utilisés par les acteurs du terrain. Pour les 3 premiers chantiers, les enjeux et défis ont été présentés pour chaque étape de la chaîne de valeur : production, conservation, transformation et valorisation.
- Discussions qui portaient sur des points clefs (leviers ou blocages) identifiés lors des ateliers. Ils ont été présentés à partir de différents types de productions collectives réalisées avec les participant.e.s des ateliers :
 - Netmap : identification des acteurs et interactions impliquées dans une thématique
 - Diagramme à loupe causale : identification des variables causales à une thématique
 - Théâtre participatif : mise en scène des solutions par les participant.e.s des ateliers

3. Déroulement des activités

3.1 Séance introductive

La retraite a débuté par une présentation générale par le Dr Deborah Goffner, directrice de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS, France/Sénégal) et coordinatrice Sénégal du projet Xpaths, avec un accent particulier sur l'articulation de ce nouveau projet avec les projets antérieurs entrepris par l'équipe tels que Future-Sahel et Wayfinder. En plus de ce rappel sur l'historique des projets jusqu'à Xpaths, cette présentation a été une occasion de préciser la démarche méthodologique qui a guidé le choix des sites, le processus itératif qui a permis la collecte des données en dégageant les perspectives vers ce qui reste à faire avec comme finalité la rédaction d'un document d'orientation stratégique traduisible en actions de développement ([Lien du support de présentation de la séance introductive](#)).

3.2 Principaux "chantiers" et points de discussion

3.2.1 Chantier 1 : Agriculture durable

a. Présentation des données et échanges entre les participant.e.s

Pour ce premier chantier, les données présentées sont issues des ateliers multi acteurs des sites de Bakel et des Niayes. La présentation a été réalisée à travers les différentes étapes de la chaîne de valeur agricole ([Lien du support de la présentation des données](#)). En effet, il ressort du terrain que la création de cette chaîne de valeur dépend (entre autres) de différents facteurs présentés dans la figure 1.

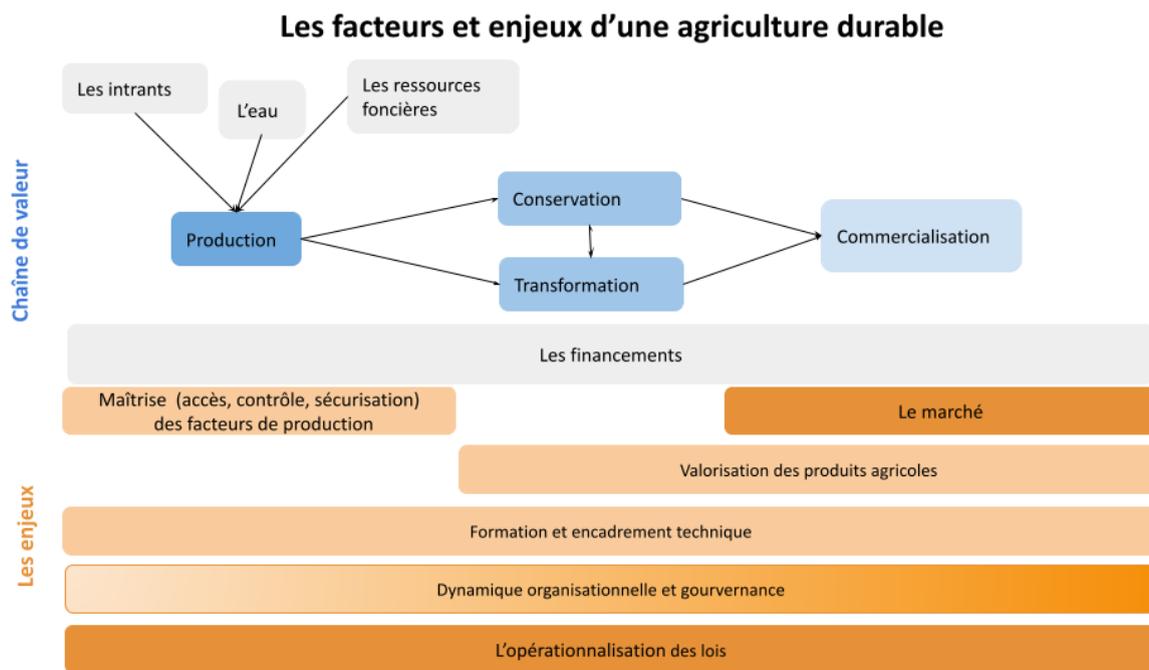


Figure 1. Présentation des enjeux pour une agriculture durable. Les enjeux ont été présentés lors de la Coalition nationale à partir des données du terrain (orange clair) puis modifiés/complétés en fonction des échanges qui ont eu lieu (orange foncé). Les enjeux correspondent à différentes étapes de la chaîne de valeur agricole (bleu) sur lesquels influent plusieurs facteurs (gris). Dans cette figure certaines formulations de termes proviennent de recommandations faites par les participant.e.s de la Coalition Nationale.

b. Discussions entre les participant.e.s

A la suite de la présentation des données du terrain, les échanges ont tourné autour de l'identification des leviers/innovations sur les différentes étapes de la chaîne de valeur pour une agriculture durable :

- **La maîtrise de l'eau :**

- Enjeux : Rendre l'eau accessible et de qualité.
- Problématiques soulevées :
 - L'environnement souffre de certaines politiques prises. Exemple de Bakel : La nappe phréatique est polluée par l'utilisation excessive des pesticides et les fuites des fosses septiques créant un réel problème de santé publique. La gestion du barrage transfrontalier, Mali et Mauritanie, a également des conséquences sur la qualité de l'eau. De plus en plus, les exploitations aurifères contaminent les eaux du fleuve.
 - La perte d'eau par le ruissellement

- Solutions identifiées :
 - Vulgariser les bonnes pratiques d'irrigation
 - Tendre vers le pompage solaire
- **Gouvernance :**
 - Enjeux : Manque de synergie, décentralisation
- **La Sécurisation foncière :**
 - Enjeux : Pressions sur le foncier par les autres activités, par exemple l'exploitation des ressources minières, qui réduisent les surfaces cultivables.
 - Solutions : Existence des Plans d'Occupation et d'Acceptation des Sols (POAS). Divergence des participant.e.s sur l'application du POAS (voir ci-dessous "Application des lois et mode de gouvernance, exemple du POAS")
- **Commercialisation**
 - Enjeux : Absence d'économie par les agriculteurs dû à la vente des produits dès le début de l'hivernage avant même la récolte.
 - Solution : Cultiver sur toutes les saisons
- **Application des lois et mode de gouvernance, exemple du POAS :**
 - Enjeux : Application rigoureuse (Animation) des POAS et responsabilisation des acteurs
 - Problématiques identifiées expliquant la non application du POAS :
 - Les lois existent mais ne sont pas appliquées
 - Absence de ressources par les autorités locales pour faire l'animation territoriale dans ces zones, dont les ressources humaines.
 - Absence d'un système de suivi et d'un système d'information géographique par les autorités locales
 - Compréhension limitée de ces enjeux par les maires
 - Non connaissance des savoirs et des enjeux des acteurs locaux par les institutions étatiques.
 - Non compréhension des outils existants par les organisations locales
 - Difficultés de mise en oeuvre au niveau local du POAS par les autorités locales :
 - Nécessité de changement de comportement des populations pour sortir du système traditionnel.
 - Augmentation de la population, les terres disponibles ne suffisent pas au besoin des populations.
 - Niveau de connaissance des populations
 - Les critères politiques des conseillers dans les conseils municipaux

- Difficulté de compréhension des populations de l'intérêt de ces outils
- Divergence sur la définition du POAS et de l'efficacité de cet outil. Deux définitions du POAS sont données par les participant.e.s :
 - Le POAS est un outil d'application des lois qui est non conventionnel. Il s'agit d'un outil ayant fonctionné dans certaines zones, mais coûteux et nécessite une certaine maîtrise.
 - Le POAS est un outil de planification dynamique à l'instar des conventions locales. Les conventions s'adaptent mieux, et sont plus faciles pour que les personnes comprennent lorsqu'ils n'ont pas d'éducation ni de compétences. Nécessité d'outils pour faciliter la compréhension des conventions.
- Solutions évoquées par les participant.e.s :
 - POAS et conventions soient des outils de gouvernance locale
 - Approche d'intelligence collective : Conception participative avec les localités, basée sur les besoins et attentes des populations, et vulgarisation des POAS. L'État est sur une nouvelle dynamique participative, écoute de la population et perception de leurs solutions.
 - Système d'information foncier qui fournit des informations précises des localités au niveau national : l'antichambre du pouvoir doit connaître les besoins, les attentes de la population et leur perception des lois.
 - Recourir aux langues locales
- **La recherche**
 - Investir dans la recherche : L'agence de la Grande Muraille Verte a 1 million de dollars de disponible pour aider les innovateurs sénégalais.
 - Le CERFLA est un partenaire potentiel de recherche action dans les différentes zones
- c. Présentation de la vidéo créée par le groupe multi-acteurs de Bakel mettant en scène leur solution pour une agriculture durable : "Maîtrise de l'eau et agroécologie" et échanges des participant.e.s



Photo 1. Capture d'image de la vidéo du théâtre participatif de la solution "Maîtrise de l'eau et agroécologie" mis en scène par les participant.e.s de l'atelier multi-acteurs de Bakel.

Le visionnage des vidéos de la solution mise en scène par les acteurs de Bakel a soulevé de nouveaux enjeux de gouvernance et d'accès aux financements auprès des participant.e.s. La vidéo a également mis en avant la dépendance forte et unique des populations envers l'Etat et les projets de développement et un manque d'initiative des populations et des agences pour la mise en place de solutions durables.

- **La gouvernance :**

- Enjeux : Compréhension et connaissance des acteurs locaux des structures institutionnelles et des responsabilités étatiques. Synergie des institutions et décentralisation.

- Problématiques soulevées :

- Vision par les populations locales que l'Etat crée de l'emploi alors que l'Etat est là pour garantir la production qui permet la création d'emploi.
 - Confusion entre le rôle des institutions (chambre de commerce / conseil départemental)
 - Similitude d'activité de certaines institutions (DER, FONGIP, etc.)

- **Le financement :**

- Enjeux : Disponibilité des fonds initialement demandés pour le développement de projets.

- Problématiques soulevées :

- L'acquisition de fonds inférieurs à ce qui a été initialement demandé, provoque un détournement des fonds acquis pour d'autres activités.
- Absence de prise en considération du secteur privé par les acteurs locaux.

3.2.2 Chantier 2 : Élevage durable

d. Présentation des données et échanges entre les participant.e.s

Pour ce deuxième chantier, la présentation des données a été réalisée à travers les différentes étapes de la chaîne de valeur ([Lien du support de présentation des données](#)). En effet, il ressort du terrain que la création de cette chaîne de valeur dépend (entre autres) de différents facteurs présentés dans la figure 2.

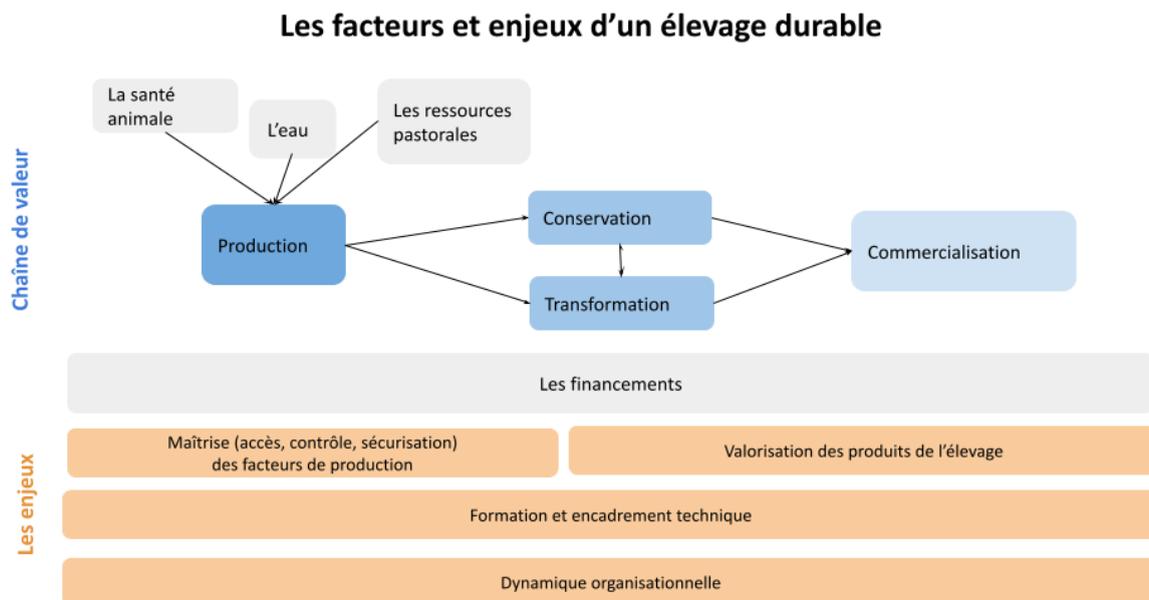


Figure 2. Présentation des enjeux pour un élevage durable, identifiés sur le terrain et lors de l'atelier correspondant à différentes étapes de la chaîne de valeur. Dans cette figure certaines formulations de termes proviennent de recommandations faites par les participant.e.s.

Lors de la présentation des données, les participant.e.s ont discutés sur les enjeux des différents facteurs influents un élevage durable :

- **Les ressources pastorales, les fourrages :**
 - Facteurs nécessaires :
 - Existence du fourrage aérien (élaguer les feuilles d'arbre pour donner au bétail)

- Qualité et quantité des fourrages
- Problématiques identifiées :
 - Exploitation de la paille non prévue par le code pastoral provoque l'approvisionnement de paille dans la zone par des camions.
 - Changement climatique et dérèglement du régime pluviométrique causant une dégradation/absence du fourrage
 - Dégradation des sols

Les ressources pastorales dépendent de l'accès au foncier. Les points suivants ont été discutés par les participant.e.s :

- Problématiques identifiées :
 - L'accès au foncier est réduit par l'avancée des dunes, l'érosion éolienne
 - Existence d'activités concurrentes : agriculture, carbonisation
 - Manque de reconnaissance de l'activité pastorale face à l'avancée de la culture d'arachide, l'urbanisation, etc.
 - Culture : refus du cantonnement
 - Intensification de l'élevage
 - Refus des agriculteurs de libérer les champs
 - Non connaissance des règles communautaires des personnes provenant des villes
 - Personnes se déclarant éleveurs pour l'accès au foncier
- Solutions identifiées :
 - Pour préserver les ressources pastorales il n'est pas question de sanctionner parfois les populations sur des faits négatifs mais il faut essayer de co-construire avec elles les choses de sorte qu'elles y tirent profit convenablement.
 - Exploitation des champs par les agriculteurs et les éleveurs sur un modèle des contrats de fumure : utilisation des résidus agricoles après les récoltes par les éleveurs contre l'utilisation des fumiers comme engrais par les agriculteurs.
 - Contrôle de l'accès aux ressources, et investissement dans le foncier grâce au POAS.
- **La gouvernance :**
 - Enjeux : Accès à l'espace, sécurisation de la brousse.
 - Problématiques :
 - Non respect des règles par les transhumants
 - Par quel moyen informer les transhumants hors sites ?

- Manque de compréhension mutuelle entre les éleveurs transhumants (longue et courte distance) et les sédentaires.
- Solutions identifiées :
 - Intégrer les transhumants dans les unités pastorales
 - Créer des espaces de discussions entre les représentants de deux types de transhumances afin de diminuer les conflits qui soient durables. Le problème étant que certains éleveurs proviennent des pays frontaliers.
 - Vulgarisation, appropriation, harmonisation des lois

e. Présentation du Causal Loop Diagram sur l'alimentation du bétail et échange entre les participant.e.s

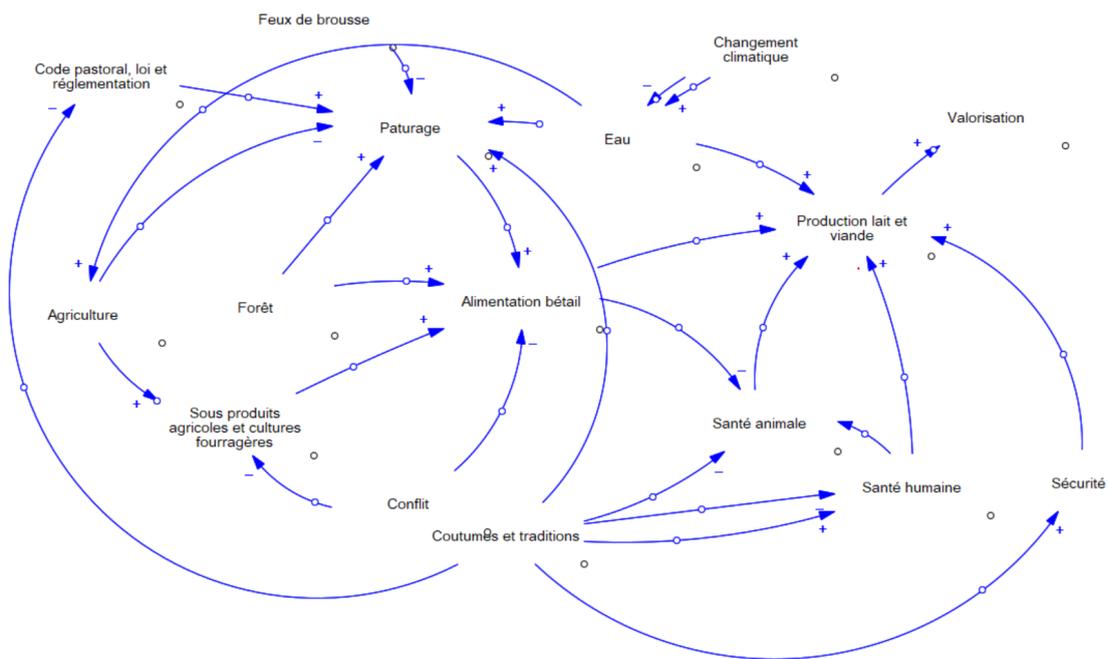


Figure 3. Diagramme à Boucle Causale (CLD) sur l'alimentation du bétail réalisé par le groupe élevage du dialogue national qui s'est tenu à Dakar en février 2022.

Suite à la présentation du CLD, les participant.e.s ont identifié des éléments supplémentaires, non présents dans le CLD, qui sont impliqués dans l'alimentation du bétail :

- La directrice des femmes de Direfel
- La maison des éleveurs
- La santé animale, nécessaire à la production animale
- Présence de laiteries avec système de conservation
- Production de l'engrais bio à partir des déjections des animaux

Les participant.e.s ont également évoqué les facteurs suivants :

- **Valorisation du lait**

- Enjeu : Valoriser le lait et qu'il soit disponible tout le long de l'année pour la population
- Problématiques rencontrées :
 - Absence de réfrigération
 - Problème d'accès à l'énergie
 - Lait non disponible toute l'année pour la population
- Solutions identifiées :
 - Utilisation de l'énergie solaire
 - Augmentation de la lactation et la saisonnalité. Avant d'intensifier, il faut régler les problématiques liées à la valorisation et la transformation

- **Dynamique organisationnelle**

- Enjeux : Compréhension mutuelle entre les deux types de transhumance et durabilité des ententes
- Problématiques identifiées au sein de la communauté des Peuls
 - Isolement, séparés les uns des autres
 - Absence d'organisation collective forte
 - Faible capacité à porter des plaidoyers
 - Faible considération des éleveurs n'ayant pas eu d'éducation formelle
 - Manque de solidarité
 - Concurrence et compétitions entre éleveurs
- Solution identifiée : Organisation

f. Présentation de la vidéo créée par le groupe multi-acteurs de Bakel mettant en scène leur solution pour un élevage durable : "Usine d'alimentation du bétail" et échanges des participant.e.s



Photo 2. Capture d'image de la vidéo du théâtre participatif de la solution "Usine d'alimentation du bétail" mis en scène par les participant.e.s de l'atelier multi-acteurs de Bakel.

Le visionnage des vidéos de la solution alternative mis en scène par les acteurs de Bakel a soulevé une incompréhension du rôle des différents organes institutionnels :

- Convocation des acteurs mal représentés
- C'est le préfet qui a la seule habilité de convoquer les services techniques
- Le conseil départemental n'est pas l'organe qui finance. Il s'agit de celui qui crée le cadre. Il s'agit du secteur privé qui investit. L'enjeu est que le secteur privé contribue à la gestion des ressources naturelles

Ces échanges suggèrent de mettre en place une communication auprès des populations autour des démarches administratives à entreprendre pour la réalisation de projets.

3.2.3 Chantier 3 : Pêche durable

a. Présentation des données

Pour ce troisième chantier, la présentation des données a été réalisée à travers différents outils méthodologique selon les enjeux concernés : figure représentant les enjeux aux différentes étapes le long de la chaîne de valeur pour une pêche durable (figure 4.) diagramme à boucle causale sur la rareté des ressources (figure 5.), une netmap sur la gestion durable de la mer (figure 6.). ([Lien du support de présentation des données](#)) .

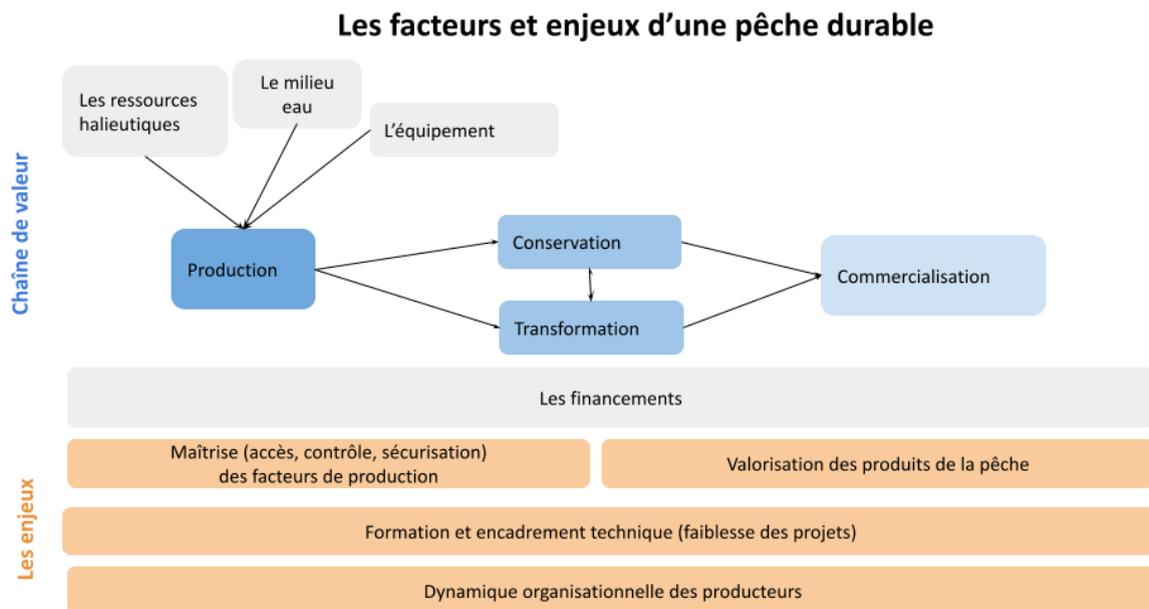


Figure 4. Présentation des enjeux pour une pêche durable, identifiés sur le terrain et lors de l'atelier, correspondant à différentes étapes de la chaîne de valeur.

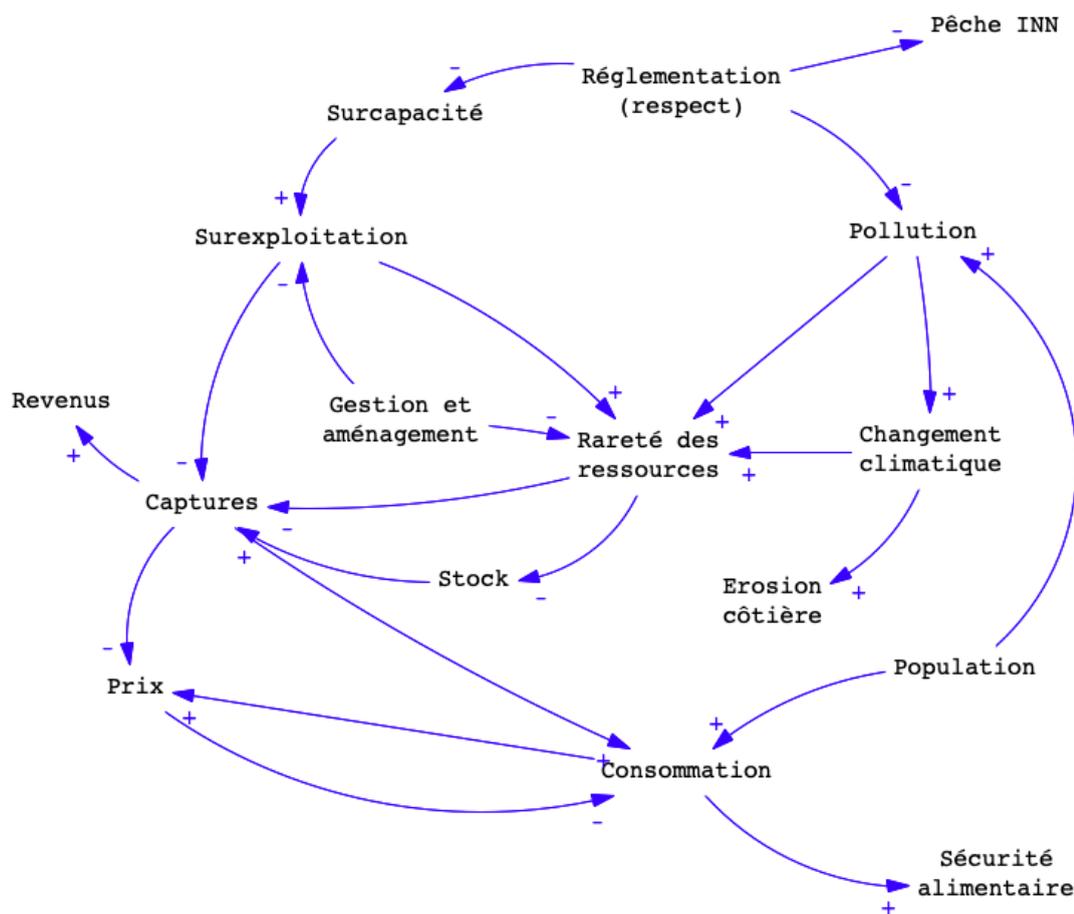


Figure 5. Diagramme à boucle causale, réalisé lors du Dialogue National en février 2022, représentant les différents facteurs influents la rareté des ressources.

- c. Présentation de la vidéo créée par le groupe multi-acteurs de Bakel mettant en scène leur solution pour une pêche durable : “Mise en place de bassins de pisciculture” et échanges des participant.e.s



Photo 3. Capture d'image de la vidéo du théâtre participatif de la solution “Mise en place de bassins de pisciculture” mis en scène par les participant.e.s de l'atelier multi-acteurs de Bakel.

Face à l'identification de la pisciculture par les acteurs locaux comme étant une solution de durabilité de la pêche, les participant.e.s soulèvent la question de la durabilité de la solution. En effet, avant d'investir dans des alternatives qui ne sont pas forcément maîtrisées, il semble important de pallier aux problèmes que rencontre la pêche afin qu'elle profite durablement à tous. Il est aussi nécessaire d'avoir des financements adaptés.

Il est important que la pisciculture soit couplée à l'application des règles établies dans le domaine de la pêche.

3.2.4 Chantier 4 : Enjeux de la gouvernance pour le développement durable

Lors des ateliers réalisés aux échelles locales et nationales avec les acteurs des différents systèmes de production et les acteurs de développement, la gouvernance est ressortie comme étant un défi majeur pour le développement durable. Un chantier a donc été dédié à cette dimension afin d'avoir les retours des participant.e.s par rapport aux données collectées à ce sujet.

Dans le cadre de ce chantier, la dimension gouvernance concerne à la fois la gouvernance institutionnelle et la gouvernance des ressources naturelles. Les enjeux et les défis de la gouvernance institutionnelle ont été présentés en les positionnant aux échelles concernées (communale, départementale et nationale) ou entre échelles. La gouvernance des ressources

naturelles, quant à elle a été présentée au niveau des trois sites d'étude (voir le support de présentation sur [ce lien](#)). Durant la présentation des données, les participant.e.s ont réagi sur l'importance de la formulation et de l'utilisation des mots provenant des acteurs du terrain afin qu'ils soient entendus et compris à l'échelle nationale. Les données du terrain ont été traduites littéralement de la langue locale en français, et délivrées tel quel par l'équipe Xpaths à la coalition nationale, afin qu'elles soient au plus proche du sens donné par les participant.e.s. Une discussion a été menée à partir du diagramme à boucle causal, réalisé lors du dialogue national en février 2022, sur l'orientation des politiques publiques en matière de développement (Figure 7).

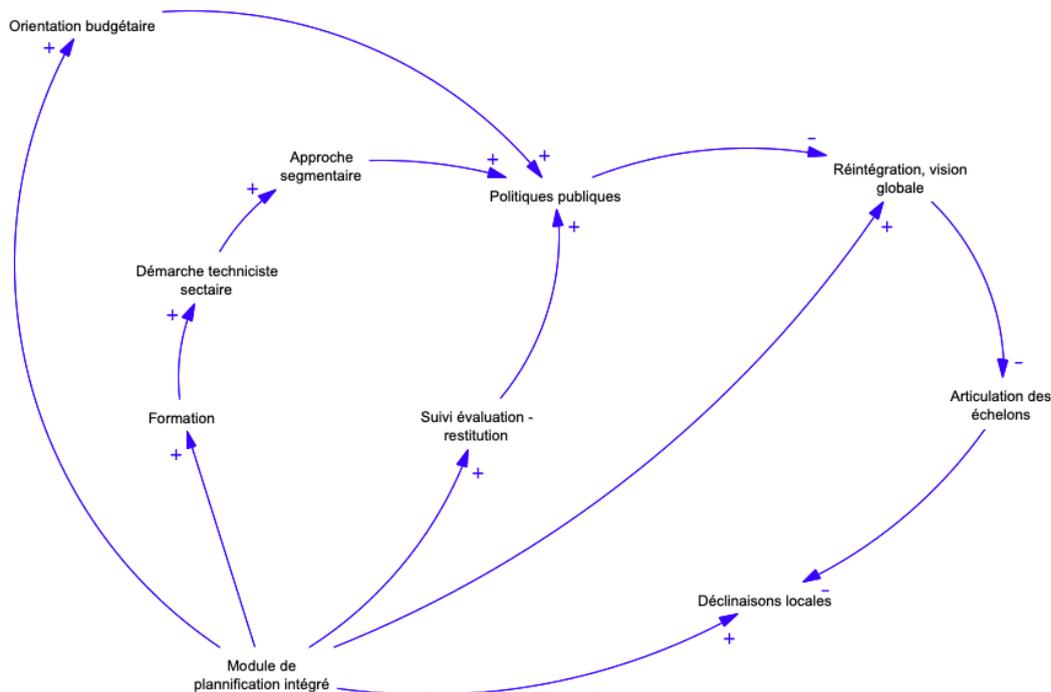


Figure 7. Diagramme à boucle causale, réalisé lors du Dialogue National en février 2022 par le groupe global (c'est à dire pas associé spécifiquement à un système de production particulier), représentant l'orientation des politiques publiques en matière de développement. La présentation des données a suscité des discussions et divergences entre les participant.e.s sur les causes des approches segmentaires des politiques publiques aujourd'hui observées. Les points de vue suivants ont été énoncés par les participant.e.s pour expliquer l'approche segmentaire des politiques publiques :

- L'Etat n'est pas en capacité de renforcer les services techniques. Acte de décentralisation, les compétences sont partagées. L'Etat reste garant de la ressource mais c'est le service technique qui est responsable (d'où l'importance du suivi)
- L'approche segmentaire est expliquée par la capacité de l'Etat à mettre toutes les compétences nécessaires au sein des structures afin qu'ils aient une approche

multi-sectorielle. L'Etat peut renforcer les services techniques, les ONG en facilitant leurs activités et leurs interventions (financement, etc.).

- La démarche techniciste sectaire aujourd'hui observée des politiques publiques est due à la formation. Approche segmentaire, techniciste et sectorielle des formations. L'enjeu est d'apporter une vision globale et transdisciplinaire. Aujourd'hui les formations ne permettent pas de s'inscrire dans une vision globale du développement.
- Le défi est lié à l'intelligence collective. Les personnes de différentes spécialités doivent s'ouvrir à d'autres approches et travailler avec d'autres profils provenant de domaines d'expertise variés.

3.3 Les intérêts et les défis de l'ODD 17 : partenariats diversifiés pour la réalisation des ODD

a. Présentation et méthodologie utilisée

L'ODD 17, partenariats diversifiés pour la réalisation des ODDs, est au cœur du projet Xpaths. La création de la coalition nationale répond à cet objectif en intégrant les acteurs, ayant un pouvoir d'action sur l'atteinte des ODDs à l'échelle nationale, dans la réflexion des résultats obtenus et dans la co-crédation du plan d'action et ceux tout le long du projet.

Un atelier participatif, animé par Clara Therville, chercheuse à l'IRD, a ainsi été dédié à l'ODD 17 afin de mettre en avant la force de la diversité des acteurs présents en identifiant leurs complémentarités et interactions. Pour cela les participant.e.s ont été amenés tout d'abord à identifier ensemble les types de structure que constituent la coalition nationale. Par la suite chaque participant à identifier (sur des post-it), puis collectivement, le rôle de chaque organisation/structure. L'identification des acteurs de la Coalition Nationale ainsi que de leur rôle et interaction a permis de mettre en avant des pistes d'amélioration du fonctionnement de l'ODD17 dans le contexte spécifique de Xpaths (voir partie 4.).

b. Résultats de l'atelier participatif

Les participant.e.s ont identifié trois types de structure présentes dans la Coalition Nationale : la recherche, les Organisations (comprenant les Organisations Non Gouvernementale, Organisations de Producteurs, Organisations de la Société Civile) et les Entités Étatiques.

Suite à cette identification, chaque participant à identifier les rôles et interactions entre ces différentes structures (Voir figure 8.)

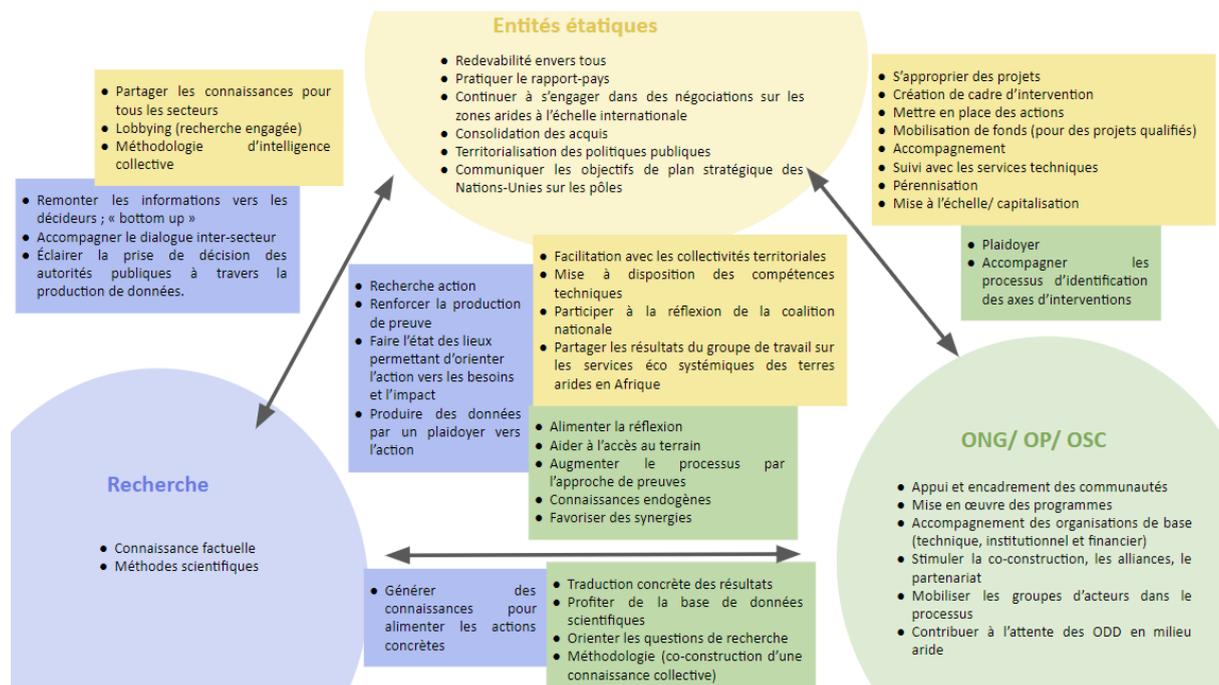


Figure 8. Représentation des contenus écrits sur post-it par les participant.e.s et cités à propos des rôles et interactions des différents types de structures présentes à la coalition nationale. Les informations liées aux différents types de structures sont associées à des couleurs distinctes : La recherche (en bleu), les organisations (comprenant les Organisations Non Gouvernementale, Organisations de Producteurs, Organisations de la Société Civile, en vert), Entités étatiques (en jaune). Le rôle de chaque type de structure est inscrit dans les ronds de couleurs correspondantes et leurs interactions dans des carrés. Chaque point est une information donnée par un.e participant.e appartenant au groupe de la structure associée.

3.4 Les forces et faiblesses de la première rencontre de la Coalition Nationale

Dans le principe de la méthodologie participative et de co-construction de Xpaths et dans un objectif d'amélioration, la Coalition Nationale s'est clôturée par une séance collective de discussion sur les points positifs et à améliorer pour les prochaines rencontres de la Coalition Nationale. Il est important de noter que l'ensemble de ces points seront pris en compte par l'équipe Xpaths et pourront être intégrés dans la limite des ressources disponibles.

- **Les points positifs de la Coalition Nationale identifiés par les participant.e.s :**
 - Echanges d'expériences
 - Nouer des partenariats
 - Contribution de tous
 - Retrouvailles
 - Inter connectivité/synergie des services et des acteurs

- Pouvoir de prendre la parole et de parler librement
- Une initiative à encourager et à améliorer
- Participants de qualité
- La convivialité
- La fluidité
- Bonnes relations sociales
- **Les points à améliorer de la Coalition Nationale identifiés par les participant.e.s :**
 - La Coalition Nationale doit être conviée à la restitution locale
 - Convier d'autres structures, personnes clefs :
 - Les services de l'agriculture, de l'élevage, de l'association des maires du Sénégal (AMS)
 - Intégrer le pôle élevage, le PPZS
 - Inviter un représentant pour chaque site (Niayes, Bakel et Ranérou) pour qu'ils aident à éclaircir certains aspects
 - Impliquer les services et les directions depuis le début du processus pour que les données soient prises en compte et intégrées par les politiques publiques
 - Intégrer La Direction Générale des Politiques Publiques de l'Etat qui est la direction qui a le guide de planification pour les politiques publiques
 - Intégrer le BOS, laboratoire du PSE, tous les projets de l'Etat passent par là. C'est le Bureau Opérationnel de Suivi du PSE, BOS/PSE.
 - Consulter et impliquer les participant.e.s dans le choix de la date de tenue de la coalition : proposer plusieurs dates aux ministères et aux directions pour qu'ils puissent trouver une date qui les arrange ou proposer deux dates et retenir celle qui a le plus de membres acceptés et continuer à rappeler les réunions aux services et directions car ils ont des calendriers chargés
 - Envoyer les présentations qui seront faites lors de la rencontre en amont à tous les participants pour qu'ils puissent le lire et mieux préparer les ateliers

3.5 Reboisement

Sur proposition et sous l'égide de Oumar Abdoulaye BA, directeur de l'Agence Sénégalaise de la Reforestation et de la Grande Muraille Verte, une session de reboisement a eu lieu avec les participant.e.s de la Coalition nationale XPATHS à l'école et au poste de santé de Toubab Dialaw.



Photo 4. Photo des participant.e.s du reboisement réalisé au poste de santé de Toubab Dialaw

4. Prochaines étapes

Cette rencontre de la Coalition Nationale, constitue le commencement des échanges entre les acteurs de la Coalition Nationale et le projet. En effet l'objectif est de maintenir les échanges tout le long du projet afin que les participant.e.s fassent partie intégrante du projet et du processus.

Les prochaines étapes suite à cette première rencontre sont :

- L'invitation de la Coalition Nationale à la deuxième partie du Dialogue National qui se tiendra le 15 et 16 février 2023 à l'UCAD à Dakar
- Deux nouvelles rencontres de la Coalition Nationale envisagées en 2023 :
 - Réunion intermédiaire à Dakar : Examiner la viabilité des solutions proposées aux différentes échelles
 - Retraite n°2 : Présenter la première version du plan d'orientation stratégique et définir le plaidoyer pour sa mise en oeuvre

Suite aux échanges qui ont eu lieu, il pourra être envisagé par la suite de :

- Renforcer la dynamique de la Coalition Nationale à travers une communication régulière entre les rencontres.
- Co-signer un document d'engagement co-rédigé par les acteurs de la Coalition Nationale sur l'importance de l'ODD17 (Partenariat pour la réalisation des objectifs) par la réalisation de coalitions multi-échelle et multi acteurs à l'instar de la

méthodologie participative de Xpaths pour l'atteinte des objectifs de développement durable.

5. Annexes

Annexe 1 - Liste de présence des participant.e.s

N°	Prénom, Nom	Institution	Fonction
1	BA Baidy	Eaux Et Forêts	Directeur général
2	BA Oumar Abdoulaye	ASERGMV	Directeur général
3	BALDE LOUM Safietou	CERFLA	Secrétaire Exécutive
4	DIALLO Élimane Baba	CERFLA	Chargé suivi- évaluation
5	DIOP Gora	ASERGMV	Directeur technique
6	DIOUF Sidiya	Direction des pêches maritimes	Directeur
7	DUBOZ Raphaël	CIRAD	Coordonnateur projet santé et territoires
8	FALL Mamadou	Eaux Et Forêts	Consultant
9	GUEYE Abdoul	HEIFER	Directeur Pays
10	GUEYE Amadou	HEKS – EPER	Directeur Pays
11	SAVANE Malamine	Sahélienne d'Ingénierie	Consultant
12	SY Bocar	CERFLA	Responsable des projets et programme
13	THERVILLE Clara	IRD	Chercheure

Annexe 2 - Liste de présence de l'équipe organisationnelle et modératrice

N°	Prénom & NOM	Institution	Fonction
1	DIALLO Amadou	UCAD/CNRS	Post-doc Xpaths
2	DIOUF Ousseynou	UCAD	Étudiant en Master
3	GOFFNER Déborah	CNRS	Directrice de recherche
4	STRAGIER Claire	CNRS	Ingénieure environnement